LA FRANCE SOUS LES CASTES

Comment trois castes (politique, médiatique, juridique) ont confisqué la démocratie et organisé le déclin Français. Suivi d'une réflexion sur la guerre algorithmique, la vassalisation et le risque d'extinction civilisationnelle.

Essai citoyen de Bruno Scourfu (@*RobertSurcouf9* sur X) - Mai 2026

Document libre de droit - à partager sans restriction

Inspiré de mon livre « Le Bon Sens Populaire » (Bruno Scourfu, 2025) et d'un travail de veille (@RobertSurcouf9)

Illustrations créées avec l'IA.

Note liminaire

Cet essai est un document citoyen, libre de droit, destiné à être partagé gratuitement. Il exprime un point de vue patriote, ancré dans les faits vérifiables. Les sources citées sont publiques : statistiques officielles du ministère de la Justice, de l'INSEE, du FMI, et des médias de référence. J'assume pleinement ma subjectivité : je suis Français, je travaille, je paie des impôts, et je m'indigne.

Ce texte s'inscrit dans le prolongement de l'ouvrage « Le Bon Sens Populaire » (Bruno Scourfu, BoD, 2025) et du travail de veille citoyenne mené sur le compte X @RobertSurcouf9. Les parties philosophiques (VIII à XI) vont plus loin dans l'aspect analyse civilisationnelle.

« Quand les mots perdent leur sens, les peuples perdent leur liberté. »
Confucius, 500 av. JC

La « carte » que vous devez avoir en tête

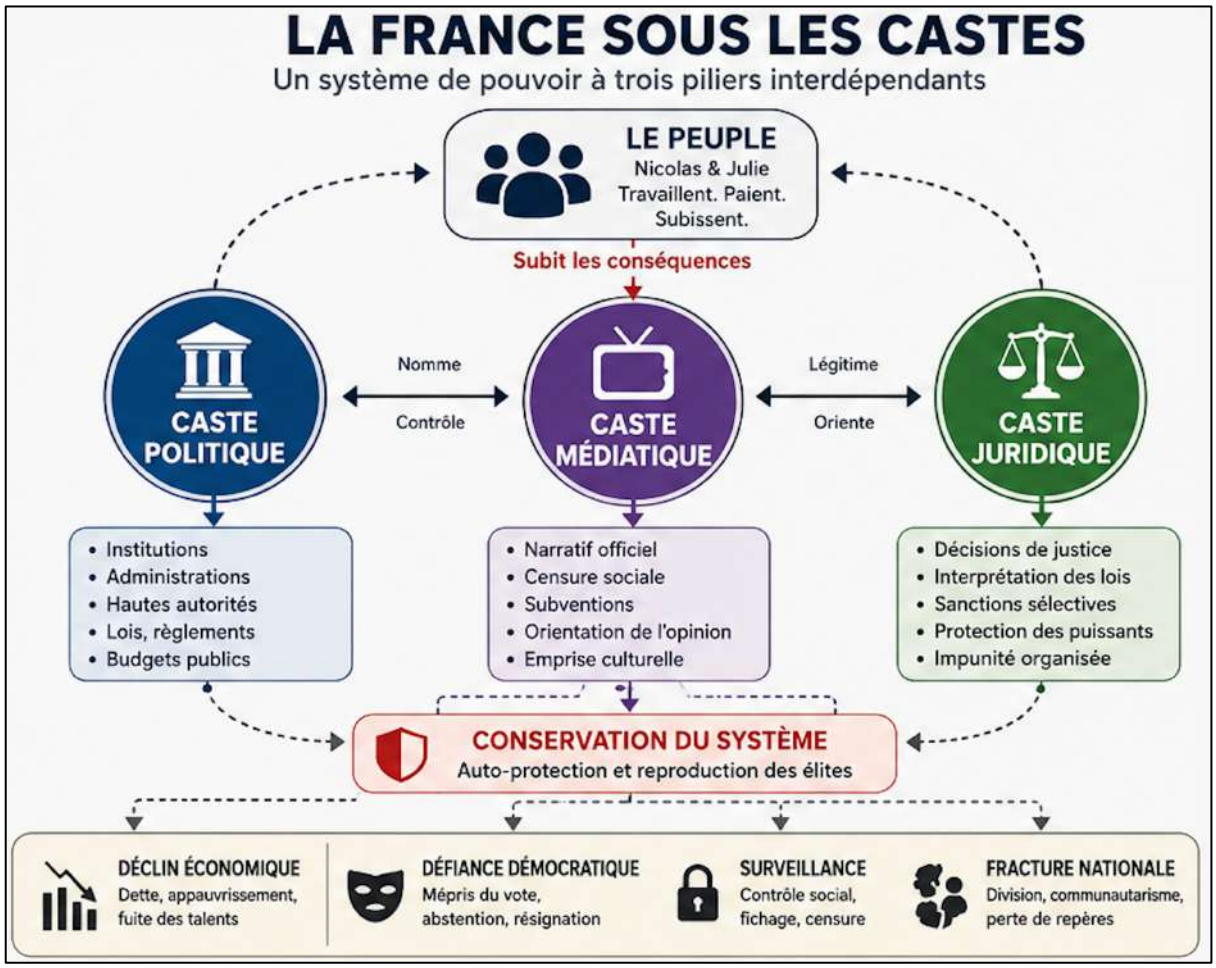


Table des matières

Note liminaire 2

La « carte » que vous devez avoir en tête 2

Introduction - L'effondrement silencieux ***5***

Partie I - Le lent déclassement économique ***6***

1.1 - Les chiffres qui ne mentent pas 6

1.2 - La ponction fiscale record : 348 taxes et plus 7

1.3 - Nicolas et Julie qui paient pour ceux qui ne paient pas 8

Partie II - La caste politique : gouverner sans mandat ***9***

2.1 - L'oligarchie qui se couvre et se nomme 9

2.2 - Le pantouflage 11

2.3 - Les diplômes en chocolat 11

2.4 - Le mépris du vote populaire et les verrous post-2027 12

Partie III - La caste médiatique : le ministère du vrai ***13***

3.1 - Des médias sous perfusion publique 13

3.2 - L'ARCOM : gendarme partisan 13

3.3 - La censure du récit : architecture a trois étages 14

3.4 - La privatisation de la censure 15

Partie IV - La caste juridique : la justice à deux vitesses ***17***

4.1 - Les chiffres du laxisme (sources officielles) 17

4.2 - Cas concrets documentés et publics 18

4.3 - L'impunité des crimes sur enfants : le scandale dans le scandale 19

Partie V - La destruction de la France profonde ***20***

5.1 - La fuite des cerveaux 20

5.2a - L'insécurité comme horizon quotidien 20

5.2b - L'insécurité organisée : la théorie de Father Mac (2009) 21

5.2c - PSG 2026 vs 2025 : l'anarcho-tyrannie en chiffres 21

5.2d - Les Gilets Jaunes 22

5.3 - La fracture identitaire et religieuse 22

5.4 - L'assimilation à l'envers et la dé-civilisation 23

5.5 - Quentin Deranque : mort lynché pour ses idées (Lyon, février 2026) 23

Partie VI - La dictature douce : chronologie d'un basculement ***24***

Partie VII - Sortir du piège : les solutions ***27***

7.1 - Piliers économiques : la tronçonneuse 27

7.2 - Energie : le retour à l'indépendance 28

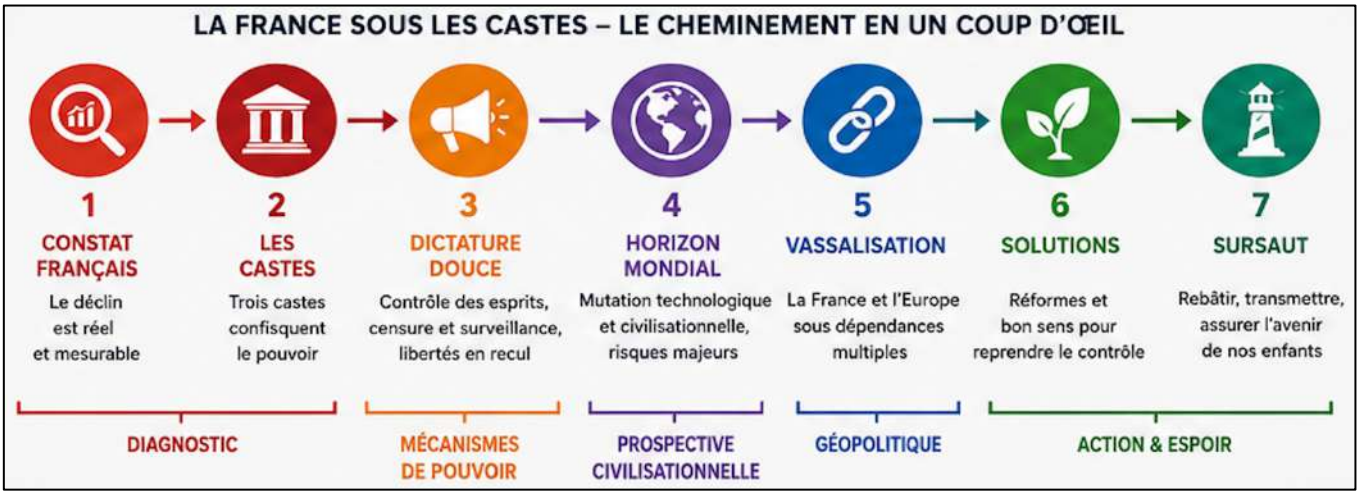
7.3 - Sécurité et justice **28**
7.4 - Démocratie réelle : redonner le pouvoir au peuple **29**
Conclusion intermédiaire ***30***
Partie VIII - Horizon civilisationnel : où va l'Humanité ? ***31***
8.1 - Le grand ciseau : choc énergétique vs hyper-technologie **31**
8.2 - L'atrophie cognitive : quand la facilité devient danger **31**
8.3 - Le télescopage démographique : cyborgs contre enfants rares **32**
8.4 - L'externalisation de la décision : la fin de la responsabilité **32**
8.5 - Robotique et guerre : le travail et la mort comme caducités **32**
8.5b - La démocratisation de la science : le vaccin et le garage **33**
8.6 - La guerre sainte algorithmique : la menace non-étatique **33**
8.7 - Le totalitarisme de confort et la démocratie algorithmique **33**
8.8 - La spéciation de l'Humanité : 3 mondes en 1 ..... **34**
Partie IX - Les religions face à la machine ***35***
9.1 - Magnifica Humanitas : la réponse catholique (Leon XIV, mai 2026) **35**
9.2 - Islam, modernité et radicalisation **36**
Partie X - Extinction ou sursaut : les scénarios finaux ***37***
10.1 - Scénario A : L'extinction douce (syndrome Wall-E) **37**
10.2 - Scénario B : La Terre-Zoo **37**
10.3 - Le sursaut possible : tracer une ligne sacrée ? **38**
Partie XI - La vassalisation : l'Europe sous tutelle ***39***
11.1 - Le Covid : l'exemple complet du mécanisme **39**
11.2 - Le climat comme outil de contrôle **40**
11.3 - La vassalisation industrielle : VE (véhicule électrique) et ENRi (Énergies Renouvelables intermittentes) **40**
11.4 - La vassalisation numérique et stratégique **40**
Conclusion - L'espoir malgré tout ***42***
La conclusion en un clin d'œil **44**
Sources et références ***45***

Introduction - L'effondrement silencieux

Il fut un temps ou la France était une référence. Ses ingénieurs bâtissaient le TGV, ses chercheurs inventaient le Minitel et la carte à puce, ses architectes érigeaient la Grande Arche, le parc électronucléaire ou le viaduc de Millau. Ce temps n'est pas mythologique : il y a trente ans, un ouvrier Français avait un niveau de vie supérieur à celui de son homologue américain.

Aujourd'hui, en mai 2026, la France est en déficit public de plus de 5% de son PIB. Sa dette dépasse 116 % du PIB et le FMI lui-même juge l'objectif des 3% « inatteignable ». Ses cerveaux fuient. Ses classes moyennes s'appauvrissent. Sa justice protège les criminels et persécute les honnêtes gens. Ses médias subventionnés répètent le récit officiel. Et quiconque ose dire la vérité risque la garde à vue.

Ce déclin n'est pas accidentel. Il est le produit d'un système : trois castes soudées par leurs intérêts communs. La caste politique, qui gouverne sans mandat réel ; la caste médiatique, qui formate l'opinion ; la caste juridique, qui rend des verdicts partisans. Et, en toile de fond, une mutation anthropologique européenne et mondiale dont la France n'est qu'un symptôme parmi d'autres.



Partie I - Le lent déclassement économique



Pour comprendre comment ce système s'est installé, commençons par l'argent, parce que tout le reste en découle.

1.1 - Les chiffres qui ne mentent pas

Le FMI, dans sa mission de mai 2026, a rendu un verdict sans appel : le déficit public Français atteint 5% du PIB, et l'objectif de 3% est « inatteignable » à politique inchangée. La dette publique dépasse 116% du PIB et devrait approcher 130% d'ici 2030. Par ailleurs, les taux d'emprunt augmentent (4% mi/fin Mai) ce qui, à long terme, sera un problème majeur et un impact considérable sur les autres budgets.

Ces chiffres sont les données officielles publiées par l'INSEE et le FMI en Mai 2026. La France emprunte pour payer ses intérêts d'emprunt. C'est la définition d'une spirale sans issue à politique inchangée.

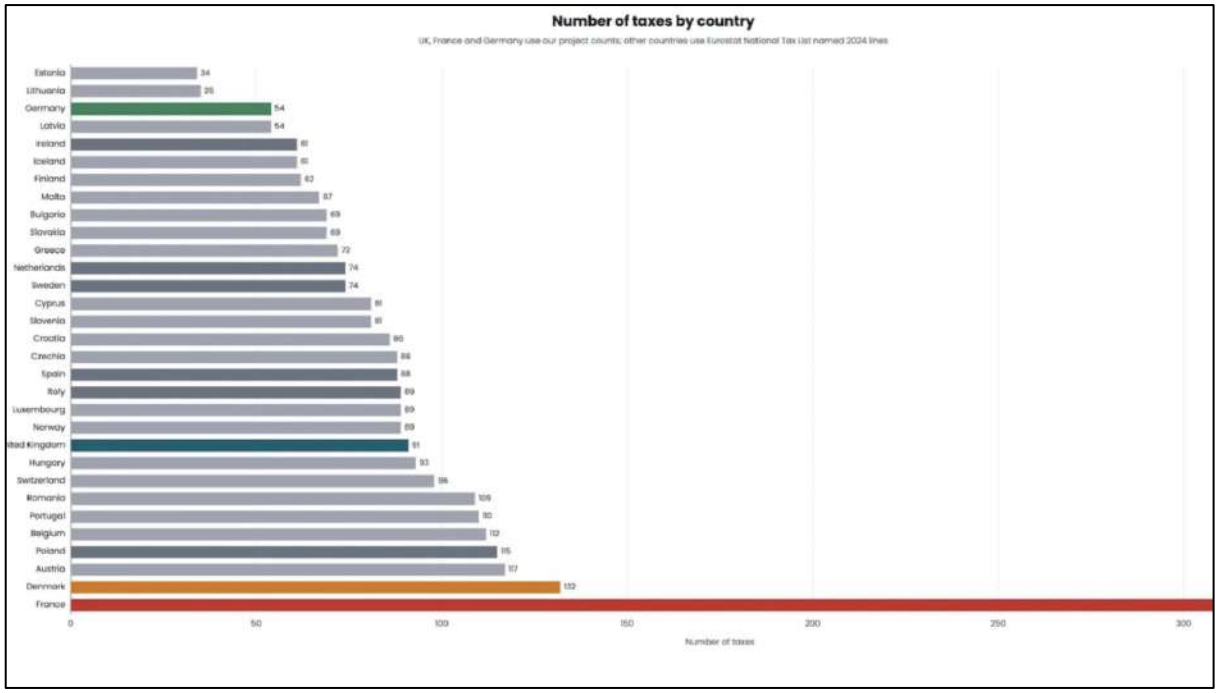
1.2 - La ponction fiscale record : 348 taxes et plus

Les Français sont le peuple le plus taxé au monde, non pas sur l'impôt sur le revenu seul, mais sur l'ensemble des prélèvements obligatoires, taxes, cotisations empilés couche par couche. La liste officielle des taxes et impôts dépasse 240 lignes : TVA, CRDS, CSG, taxe foncière, cotisations salariales, patronales, IS, PFU, taxe sur le ski de fond, surtaxe sur les eaux minérales... La liste est kafkaïenne.

- **TVA** : l'impôt des plus pauvres. Environ 20 % de la consommation pour tous, même au SMIC.
- **Cotisations salariales** : 20 % du brut pour tous les employés, dès le premier euro, pour tous les « NicolasQuiPaie ».
- **Cotisations patronales** : jusqu'à 35-45 % du brut des 3 000 €, l'impôt de « NicolasQuiPaie », qui n'embauche plus.
- **IR + IS + flat tax** : jusqu'à 50 % de ponction totale sur le fruit du travail entrepreneurial.

Un salarié au SMIC cotise 504 € par mois pour sa retraite. Sur 45 ans : 272 160 € versés pour recevoir 931 € bruts/mois. Il faut vivre jusqu'à 90 ans pour récupérer ce qu'il a versé. En capitalisation à 4 %, ces mêmes sommes rapporteraient ≈3 000 €/mois brut (capital de 958 000 € en prenant 5% par an de rendement). Le système de retraite par répartition est mathématiquement un appauvrissement organisé des classes populaires.

Régulièrement, la courbe de Laffer est démontrée par nos élites Françaises et leurs décisions (taxe sur les yachts, sur les petits colis etc.).



1.3 - Nicolas et Julie qui paient pour ceux qui ne paient pas

Les CAF accordent des prêts caravanes (5 000 à 8 000 €, renouvelables tous les 10 ans). La CAF du Doubs : 128 000 € en 2023. Sur 101 CAF, potentiellement 10 millions d'euros par an. L'AME soigne gratuitement les personnes en situation irrégulière. Les OQTF ne sont appliquées qu'a une infime minorité des cas ordonnés. Les fraudes sociales et fiscales s'élèvent à plusieurs dizaines (centaines ?) de milliards chaque année !

La fin de la liberté financière permet de mieux contrôler les masses pour les castes.

Je ne reviendrais pas en détail sur les causes économiques (vieillissement, étatisme, endettement pour vivre et non investir, fraudes et aides, 50% de la population dépend de l'état, mille-feuilles et bureaucratie, aucune vision long terme) et les solutions financières pour combattre ce déclassement, j'ai déjà longuement décrit ces points dans « Le Bon Sens Populaire », publié en 2025, je ne retire rien à ce livre.

Néanmoins, ce déclassement économique créé une large part de population dépendante, un manque d'énergie et d'entreprenariat, et donc une soumission long-terme du peuple aux castes qui sont les décideurs pour « aider à boucler la fin du mois ».

Partie II - La caste politique : gouverner sans mandat



Ce déclassement économique ne s'est pas fait seul. Il a été organisé, ou du moins laissé faire, par une classe politique qui y trouve son compte.

2.1 - L'oligarchie qui se couvre et se nomme

Le pays est gouverné par des partis qui ont obtenu 1,75 % et 4,78 % des voix à la dernière présidentielle. La caste politique s'auto-perpétue par des nominations discrétionnaires dans toutes les instances qui comptent : Conseil Constitutionnel, ARCOM, CRE, CNIL, AMF, Banque de France, RATP, EDF, SNCF, La Poste...

Un travail de documentation exhaustif des nominations de l'ère Macron révèle le pattern : des fidèles places dans des postes inamovibles aux rémunérations de 15 000 à 16 500 €/mois, avec des mandats s'étendant bien après la fin du mandat présidentiel en 2027.

Nomme	Poste	Rémunération	Échéance
Richard Ferrand	Président CC	16 500 EUR/mois	Jusqu'en 2034
Amelie de Montchalin	Présidente Cour des comptes	~16 000 EUR/mois	Inamovible
Martin Ajdari	Président ARCOM	~16 000 EUR/mois	Jusqu'en 2031
Jean Castex	PDG SNCF	450 000 EUR/an	Jusqu'en ~2029
Bernard Fontana	PDG EDF	450 000 EUR/an	Jusqu'en ~2030
Emmanuelle Wargon	Présidente CRE	~19 900 EUR/mois	Jusqu'en 2028

** Sélection non exhaustive. Pratiques légales, éthiquement indéfendables. Le débat porte sur l'indépendance des institutions et les conflits d'intérêts.*

Il y a donc une question centrale pour 2027 : Un président élu ne pourra pas remplacer le président de l'ARCOM avant 2031, ni toucher au Conseil constitutionnel avant 2028-2034, ni les PDG de grandes sociétés publiques telle EDF/SNCF/RATP avant 2029-2031. L'espace de liberté réelle d'un gouvernement élu en 2027 est de l'ordre de 20-30 % de son programme. C'est la définition du « deep state », non pas au sens complotiste, mais au sens littéral et structurel. Quel qu'il soit, il devra gouverner par référendum s'il veut espérer changer quoi que ce soit, si et seulement si les questions conviennent au Conseil Constitutionnel qui, là encore, dans le cadre d'un Référendum législatif ou d'initiative partagée (RIP) ; valide la conformité du texte à la Constitution et s'assure que la question respecte bien les conditions fixées par l'article 11 de la Constitution. Il vérifie notamment que le champ d'application de la question est autorisé …

Les castes politique et juridique s'entretiennent.

Nous pouvons alors introduire un nouveau concept que j'appellerai : **neutralisation par les Autorités Administratives Indépendantes (AAI)**.

Depuis des dizaines d'années (au moins depuis l'ère Sarkozy, voir avant, donc 20 ans minimum), le pouvoir exécutif (la caste politique) a méthodiquement transféré des compétences régaliennes à des comités d'experts inamovibles (ARCOM, CRE, Conseil constitutionnel), rendant toute alternance politique structurellement impuissante, à moins de passer par un violent « choc de légitimité » (le référendum), ce qui n'est pas arrivé depuis plus de 21 ans soit le troisième plus grand désert référendaire de notre Histoire depuis la révolution (voir le chapitre 7.4). Et plus le pouvoir politique délègue sa responsabilité à des irresponsables nommés, plus ces derniers prennent de la place et assoit leur dictature contre la volonté du peuple et de ses représentants.

Par exemple, en déclarant dans sa décision Liberté d'association (n° 71-44 DC du 16 juillet 1971) que le préambule possède une valeur constitutionnelle, le conseil constitutionnel a inclus dans son contrôle l'ensemble des textes auxquels il renvoie et notamment le préambule de la Constitution Française. Or le préambule renvoie expressément à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 et à celui de la Constitution du 27 octobre 1946.

Ces textes sont suffisamment larges pour que le « juge constitutionnel » (la caste juridique nommé par la caste politique) y puise toutes les justifications possibles pour faire avancer ses propres idées et retoquer n'importe quelle loi au prétexte qu'elle ne serait pas constitutionnelle.

2.2 - Le pantouflage

Quatre exemples documentés de ministres partis directement dans le privé : Cedric O chez Mistral AI, Christophe Castaner chez Shein (conseiller), Muriel Penicaud au CA de Galileo, Jean-Michel Blanquer chez Véolia. Ce n'est pas de la corruption au sens pénal. C'est du capital relationnel monétisé. Le carnet d'adresses, les codes d'accès informels, la connaissance des dossiers sensibles sont vendus au secteur privé qui en retour profite d'un capitalisme de connivence (lui-même sera décrié par une partie de la caste politique dans un grand théâtre hypocrite). Le conflit d'intérêt est structurel, pas individuel.

2.3 - Les diplômes en chocolat

La caste politique reproche régulièrement à certains opposants de ne pas avoir de diplôme universitaire. L'argument serait recevable s'il était applique avec cohérence. Or Il ne l'est pas. Trois exemples documentés :

Gabriel Attal - le diplôme sur mesure
Entre à Sciences Po en 2007, il redouble sa deuxième année de master (moins de 5 % des étudiants). Sciences Po lui fabrique un 'arrangement' : mémoire à la place des 24h de cours magistraux non suivis, e-learning à la place des cours d'économie, dispense d'anglais. Il n'a jamais été diplômé de Panthéon-Assas contrairement à ce qu'il laissait entendre (confirmé par l'institution). Recruté à 22 ans comme conseiller parlementaire par la mère de sa meilleure amie. Résultat : Premier ministre de France. Une procédure en diffamation a été intentée contre celui qui a produit les preuves.

Sebastien Lecornu - le master inexistant
Se prévaut publiquement d'un master en droit. N'a jamais validé sa deuxième année. Plainte du SNAPEN (*Syndicat National des Agents Publics de l'Éducation Nationale*). Résultat : irrecevable par la Cour de justice de la République. La justice protège le ministre menteur. Lecornu devient ministre des Armées, puis des Affaires étrangères.

Éric Coquerel - président de la Commission des Finances
Rate son bac a 19 ans. Entreprend des études d'histoire, vise le CAPES, qu'il n'obtient pas. Militant de la LCR pendant 15 ans. Devient président de la Commission des Finances de l'Assemblée nationale, l'instance qui contrôle le budget de la France entière.

Le double standard permanent. Le critère du diplôme est une arme sélective ; sortie quand ça arrange, rangée quand ça gêne. Ce n'est pas l'incompétence qui choque la caste, c'est l'appartenance. Les institutions telles que Sciences Po Paris ne sont pas des machines à former des élites compétentes, c'est une machine à reproduire la caste : le réseau d'anciens, les connexions avec les cabinets ministériels, les codes de la classe dirigeante. Quand on n'arrive même pas à valider sa formation, on se fait faire un arrangement. Parce que le réseau protège les siens.

2.4 - Le mépris du vote populaire et les verrous post-2027

Le peuple Français a voté « Non » au référendum de 2005. Le traité de Lisbonne a contourné ce vote. En novembre 2025, un amendement de baisse d'impôts passe démocratiquement, la présidence de la Commission demande immédiatement « une seconde délibération » pour l'éliminer.

En 2024, 2025 et 2026, le Conseil Constitutionnel est revenu sur plusieurs lois votées (ZFE, immigration etc.) par les représentants du peuple, afin de pousser un agenda politique.

La déclaration d'inéligibilité de l'opposante Marine Le Pen, première personnalité politique dans les sondages, par des juges dont l'indépendance n'a pas été prouvée, est la quintessence de cette dictature judiciaire.

Partie III - La caste médiatique : le ministère du vrai



Mais la caste politique ne pourrait pas durer sans une caste qui contrôle le récit. Voici comment les médias subventionnés sont devenus son bouclier.

3.1 - Des médias sous perfusion publique

France Télévisions, Radio France, France Info : quatre milliards d'euros annuels de fonds publics, soit 1 demi porte avion ou 1 demi-EPR neuf CHAQUE année. Ces médias ne sont pas un service d'information, ils sont un service de narration officielle.

3.2 - L'ARCOM : gendarme partisan

- Son président, Martin Ajdari, a été choisi par Emmanuel Macron (ENA, Sciences Po, profil très conforme).
- Fermeture arbitraire de C8 et d'une autre chaine privée (NRJ12, Février 2025), sans jamais intervenir sur les dérives de l'audiovisuel public.

- Enquêtes rapides contre les médias de droite, silence sur les cas équivalents à gauche.
- France 2 fait appel à RSF pour « décrypter » CNews, sans mentionner que RSF est présidée par un journaliste de France Inter rémunéré par des fonds Soros.

3.3 - La censure du récit : architecture a trois étages

En octobre 2025, Macron a dit : « Il faut interdire certaines plateformes », de fait celles qui échappent au contrôle du récit. En novembre 2025, X France confirme la « dé-amplification algorithmique » des contenus non conformes, ce qui initie la censure par diminution de portée.

Enfin, nous pouvons observer un phénomène de procédures-bâillon contre des associations citoyennes, à l'instar de la mairie de Paris et de « Transparence citoyenne » sur les frais.

De fait, l'architecture de surveillance européenne est en cours de déploiement : DAC8 (fin anonymat crypto, jan. 2026), AMLR (traçabilité totale, 2027), EUDI Wallet (identité numérique sur Azure Microsoft), Chat Control, facturation électronique Peppol (partiellement contrôlée par des intérêts chinois via Baiwangyun Singapore, sept. 2026).

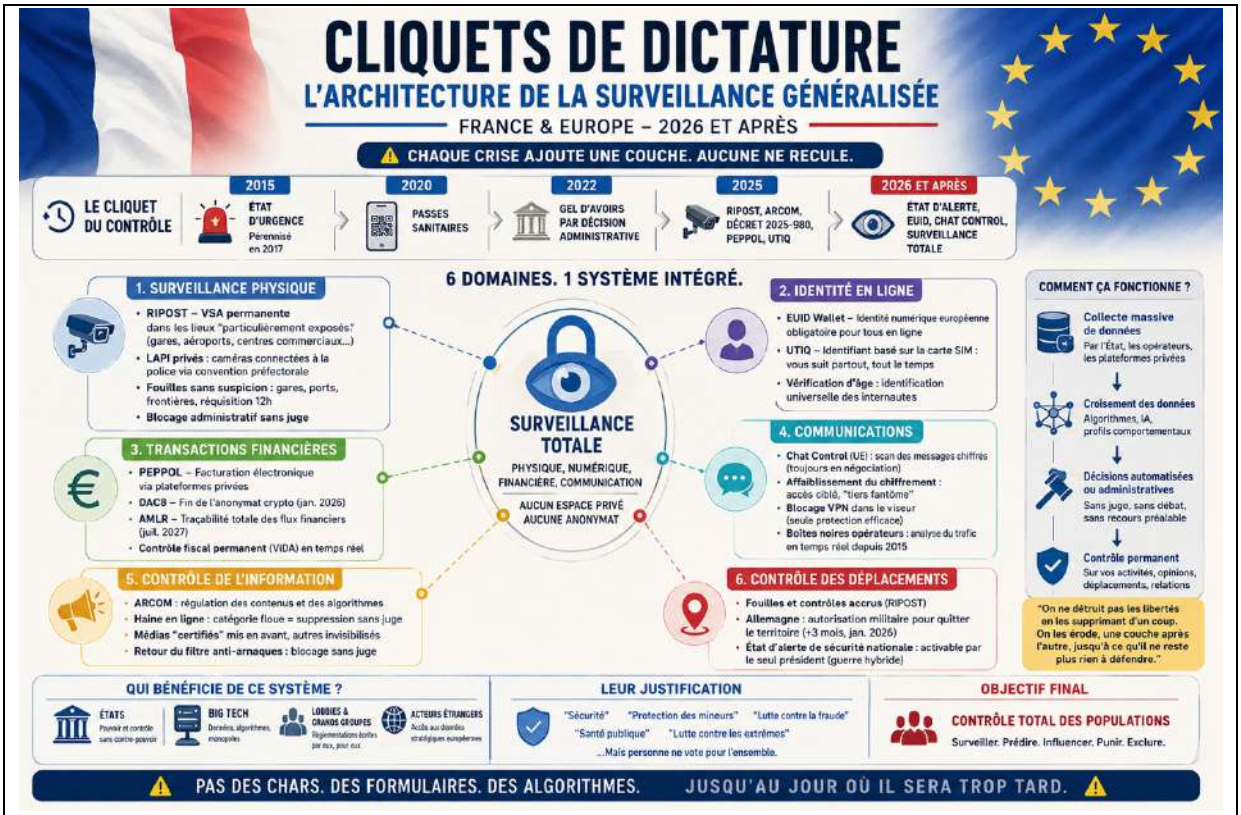
Chaque brique isolée semble anodine. L'ensemble constitue une surveillance totale.

En 2026 / 2027, avec l'application des différentes lois nationales et directives européennes, la surveillance se fera sur sept dimensions :

Qui tu es	→ EUID Wallet + métadonnées box internet (+Utiq sur téléphone)
Ce que tu fais	→ Peppol + DAC8 + LAPI privés (RIPOST)
Où tu vas	→ LAPI autoroutes + LAPI parkings (RIPOST)
Ce que tu dis	→ Chat Control + ARCOM
Ce que tu penses	→ ARCOM obj.3 (vérité médicale) + obj.5 (médias certifiés)
Ce que tu possèdes	→ DPP passeport numérique des objets
À quoi tu ressembles	→ VSA permanente dans les lieux désignés (loi RIPOST)`

LAPI : lecture automatisée de plaques d'immatriculation

VSA : vidéo surveillance algorithmique



Infographie générée avec l'IA.

3.4 - La privatisation de la censure

Il n'est plus nécessaire d'interdire un média par décret. La censure du XXIe siècle est propre, invisible et légale : elle passe par le marché. Deux mécanismes complémentaires en constituent l'architecture.

Le premier est le fact-checking subventionné. Des agences comme AFP Factuel, Les Décodeurs du Monde, Checknews (Libération) ou Full Fact au Royaume-Uni sont présentées comme des arbitres indépendants de la vérité. En réalité, elles sont financées, directement ou indirectement, par des fonds publics, des fondations privées (Open Society, Google News Initiative, Facebook Journalism Project) et les institutions qu'elles sont censées contrôler. Leur rôle réel n'est pas de distinguer le vrai du faux : c'est de labelliser les récits conformes et de discréditer les récits dérangeants. Un article « fact-checké » négatif ne supprime rien, il déclenche une dé-amplification algorithmique automatique sur les plateformes partenaires. Le résultat est identique à une censure, sans en avoir la forme juridique.

Le second mécanisme est la coupure publicitaire organisée. Le GARM (Global Alliance for Responsible Media) était une coalition réunissant les plus grands annonceurs mondiaux (Unilever, Mars, L'Oréal, des dizaines d'autres) avec pour mission déclarée de protéger les marques des contenus « nocifs ».

En pratique, il établissait des listes noires de médias jugés non conformes à une certaine vision du monde, des médias plutôt conservateurs, patriotes ou sceptiques du consensus officiel. Un média sur liste noire voit ses recettes publicitaires s'effondrer, non pas parce qu'un juge a rendu une décision, mais parce qu'un algorithme de « *brand safety* » a classé ses contenus comme risqués pour l'image des annonceurs.

Le GARM a été dissous en août 2024 sous la pression d'une plainte antitrust du Congrès américain, démontrant que le mécanisme existait bien, qu'il était coordonné, et qu'il avait une cible politique identifiable. Mais ses logiques ont survécu à sa dissolution : les outils de scoring publicitaire continuent d'opérer, portés par des acteurs privés qui n'ont de comptes à rendre à personne.

Ce type de réseaux existent pourtant toujours en Europe et a été largement démontré.

Début 2026, nous avons même vu le lancement d'un réseau social européen nommé « W » dont l'un des plus grands actionnaires serait la société suédoise de médias climatiques « We Don't Have Time », qui détient une participation de 25 % dans W. Cette même association qui obtiendrait par ailleurs des fonds publics.[1]

C'est l'essence même de la dictature douce : la censure par le marché et l'algorithme ne laisse aucune trace juridique, ne produit aucun martyr, et peut toujours se défendre derrière la liberté contractuelle des annonceurs. Aucune loi n'a été violée. Aucun juge n'a été saisi. Et pourtant, un média qui refuse le récit officiel meurt — financièrement, lentement, proprement.

[1] *https://www.euronews.com/my-europe/2026/01/29/fact-check-is-the-eu-launching-a-social-media-platform-called-w*

Partie IV - La caste juridique : la justice à deux vitesses

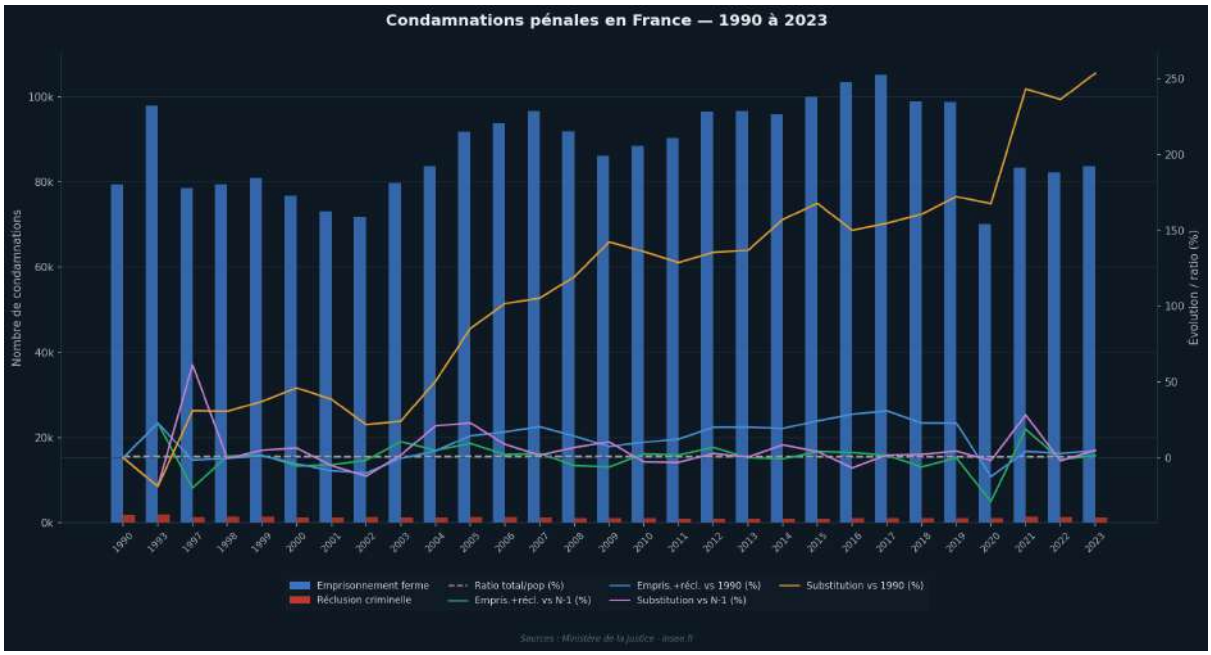


Et quand le récit ne suffit plus, reste le dernier verrou : la justice. Celle qui condamne les uns et protège les autres, fait du deux poids deux mesures une constante pour contrôler le récit.

4.1 - Les chiffres du laxisme (sources officielles)

- Population +17,95 % (1990-2023). Peines fermes : +1,59 % seulement - alors que les violences augmentent.
- Peines de substitution (TIG, sursis, bracelet) : +253 % sur la même période.
- Institut pour la Justice : peines prononcées = 19 % des peines encourues prévues par la loi.

+253 % Hausse peines de substitution (1990-2023)	**19 %** Peines prononcées vs encourues	**10 200** Faits criminels par jour en France



4.2 - Cas concrets documentés et publics

Toulon (83) : Sami A. - 2 guet-apens via Leboncoin (vol, enlèvement, séquestration). Peine encourue : 10 ans. Prononcée : 24 mois sursis. Argument : « simple erreur de jeunesse ».

Paris (75) : Agressions sexuelles sur 5 à 9 enfants de 3-5 ans. Peine encourue : 10 ans. Réquisition : 12 mois bracelet + 24 mois sursis.

Légitime défense : Maîtrise un cambrioleur sans le frapper : 2 ans sursis + obligation de soins. Le cambrioleur : 6 mois sursis.

DGSE : Ex-ingénieur vole des documents secret-défense, les transmet à l'Allemagne. Peine : 18 mois sursis + 4 000 €.

Double standard politique : Slogan « Un flic, une balle » : classe sans suite. « Expulsion des violeurs étrangers » : garde à vue demandée. Instruction Mélenchon sur les parlementaires européens : clôturée sans mise en examen vs condamnation du Modem et du RN.

Le deux poids deux mesures est permanent, pour toutes les affaires judiciaires en France.

4.3 - L’impunité des crimes sur enfants : le scandale dans le scandale

Le laxisme judiciaire général envers les agresseurs d'enfants n'est pas séparable d'un phénomène plus profond : la protection active de réseaux impliquant des personnalités de la caste elle-même.

- **Le scandale du périscolaire parisien** : David G., agressions sexuelles sur 5 à 9 enfants de 3 à 5 ans et 2 collègues. Peine encourue : 10 ans. Réquisition du parquet : 12 mois bracelet + 24 mois sursis. Aucune incarcération pour des agressions répétées sur des enfants de maternelle.
- **L'affaire Epstein et la France** : plaque tournante documentée avec notamment des appartements parisiens et les connexions avec des milieux du pouvoir. Jean-Luc Brunel, directeur de casting Français cité dans de nombreuses dépositions, retrouvé mort en prison avant son procès. Aucune commission d'enquête parlementaire française sérieuse. Aucune mise en examen d'envergure côté Français.

Ainsi, on construit une architecture de surveillance de masse des réseaux sociaux « pour protéger les enfants », et simultanément, les listes Epstein avec leurs connexions Françaises restent dans un brouillard judiciaire remarquable, tandis que les prédateurs dans un milieu de la petite enfance sont à peine réprimandés. La protection des enfants comme argument de surveillance de masse, pendant que les vraies agressions sur enfants sont traitées avec une mansuétude scandaleuse. Les trois castes, l’effet cliquet.

Cela continuera, par idéologie et protection de la caste et les exemples ne manquent pas : un citoyen qui voit son bien squatté part pour des années de procédures, alors qu’un magistrat ayant le même préjudice pour une résidence secondaire verra l’affaire réglée en 9 jours.

Après les pillages et razzias suivant le match de LDC en 2026, aucune condamnation des casseurs, mais un policier est condamné à de la prison ferme, etc.

Partie V - La destruction de la France profonde



Dans cette partie, j'essaie de montrer la spirale menée plus ou moins consciemment par les trois castes afin de détruire la « France profonde ». Ces trois castes agissent en système. Le résultat concret sur le terrain, la France que vivent Nicolas et Julie (plutôt hors de Paris et les grandes villes). C'est ce que nous allons discuter maintenant.

5.1 - La fuite des cerveaux

Un entrepreneur qui réussit en France paie jusqu'à 50 % de son bénéfice, subit 240 taxes, vit dans un pays ou la criminalité augmente et la justice ne protège plus. Il part (en Suisse, au Portugal, aux Émirats, aux USA). Chaque cerveau qui part emporte du capital humain, des idées, de la valeur créée. C'est une hémorragie silencieuse pourtant dans notre pays qui regorge de pépites humaines prêtes à se lancer dans l'entreprenariat.

5.2a - L'insécurité comme horizon quotidien

En plus de la fuite des cerveaux, nous pouvons observer aujourd'hui une insécurité qui explose, factuellement documenté par de multiples statistiques publiques :

- 12 homicides ou tentatives par jour, 1 870 violences physiques, 321 violences sexuelles, 4 114 vols, 1 407 trafics de stupéfiants : plus de 10 200 faits criminels quotidiens que les médias mainstream taisent. C'est simple, l'information est maintenant plus complète sur les réseaux sociaux (tel X ou Telegram) que n'importe où ailleurs.

- Paris, Roubaix, Lyon, Marseille : feux et dégradations lors de la CAN (sans intervention) ou plus récemment à Paris et partout en France avec la victoire d'un match de foot qui ne s'est même pas joué sur le territoire national. Ici, l'insécurité (pillage, destruction, razzias) est souhaitée par non-interventionnisme des castes ayant le pouvoir de changer les choses.

Le deux poids deux mesures est extrêmement visible depuis quelques années, et plus récemment avec au début 2026, un dispositif de blindés déployé contre des éleveurs qui défendaient leurs vaches malades et avaient proposé des solutions. Ces mêmes blindés sont absents par ailleurs.

5.2b - L'insécurité organisée : la théorie de Father Mac (2009)

Une intuition populaire théorisée dès 2009 sur les forums citoyens, rejoignant les thèses sociologiques sur la gestion managériale de l'insécurité :

> L'État utilise le bruit de fond de l'insécurité comme instrument de contrôle de la population, en la confortant dans sa dépendance envers les organes supposés la protéger ou dans le maintien machiavélique de ses administrés dans la peur, la résignation et l'individualisme. [...] Pourquoi la rassasier ? Elle ne serait plus cliente. - Father Mac, fdesouche.com, juillet 2009

La thèse centrale de Father Mac est que l'insécurité n'est pas un échec de l'État ; c'est un outil de l'État. Trois bénéficiaires : le délinquant (impunité), l'économie de contre-mesures, et surtout le pouvoir qui maintient sa population dans la dépendance et la peur. La police doit être haïe du peuple ET craindre l'État. L'affrontement entre les deux est organisé, calibré, entretenu. Le besoin de sécurité ne doit jamais être satisfait ; c'est un marché politique captif.

5.2c - PSG 2026 vs 2025 : l'anarcho-tyrannie en chiffres

20 000 - 22 000 FDO mobilisées 2026 (+307%)	**57** Policiers blesses (+159%)	**692** Incendies dont 264 véhicules brulés
71 Villes touchées dont 15 avec pillages	**780** Interpellations (+31,8%)	**457** Gardes à vue (+48,9%)

Le paradoxe est le suivant : malgré trois fois plus de forces de l'ordre déployées, le bilan des violences est pire. Si l'on compare avec les JO 2024 (zéro émeutes) la différence est abyssale. Mais l'enjeu était international. La sécurité en France n'est pas une politique, c'est une communication. Nous avons observé exactement la même chose pendant les émeutes de 2023, vs les JO 2024.

Essayons d'expliquer les raisons. En premier lieu, il y a aujourd'hui une lâcheté politique : intervenir risque des images, des plaintes, des accusations de violence policière contre une communauté électoralement ménagée. En second lieu, il y a un intérêt systémique : chaque émeute justifie de nouvelles lois sécuritaires, nouveaux budgets, nouveaux outils de surveillance

afin de rassurer la majorité. La troisième raison de ce paradoxe est la protection électorale : la répression ferme a un cout électoral que la caste calcule froidement. Et enfin, en quatrième lieu, il existe une tension fonctionnelle qui sert les trois castes dirigeantes : tant que le policier épuisé et le citoyen appauvri se détestent mutuellement, ils ne regardent pas ensemble vers le haut.

5.2d - Les Gilets Jaunes

Les Gilets Jaunes (2018-2019) ; citoyens ordinaires, des Nicolas et des Julie, manifestant contre la taxation écrasante ; constitue la démonstration finale mais aussi le point de basculement. La répression a été telle que 26 personnes ont perdu un œil et 5 ont perdu une main, des centaines de blessures graves par LBD, et certains manifestants ont été condamnés à de la prison ferme dans une confusion des genres entre les Français et les politiques venus récupérer le mouvement.

La démonstration est ainsi complète : Le citoyen Français ordinaire qui manifeste pacifiquement contre la politique fiscale se prend une répression maximale, des mutilations, de la prison ferme. L'émeutier qui brûle des voitures dans une logique communautaire, pille et effectue des razzias voit en retour une doctrine de passivité, des peines symboliques, une indulgence judiciaire. Ce n'est pas un accident. C'est le système qui fonctionne exactement comme prévu.

5.3 - La fracture identitaire et religieuse

Dans ce contexte de laisser faire et d'irresponsabilité assumé dans la destruction, accordons-nous sur un autre deux poids deux mesures concernant l'identité Française et la culture Française. Là où, chaque année, le sempiternel débat revient concernant les crèches de Noël, qui font partie de notre Histoire et de notre culture depuis des centaines d'années, nous observons aussi :

- Abattages clandestins de moutons lors de l'Aid (la Fondation Brigitte Bardot sauve régulièrement des centaines d'animaux).
- Abaya, contournement évident de la laïcité scolaire, ayant nécessité une bataille politique.
- Des lycéens avaient « liké » des posts justifiant la décapitation de Samuel Paty, sans sanction équivalente à celle subie par des lycéens / jeunes patriotes ayant déroulé des banderoles.
- Des politiques de tout bord allant faire des « sermons » dans les mosquées, mais se défendant de toute image auprès de la religion historique du pays, avec des visées électorales évidentes.
- Des politiques instrumentalisant et organisant contre eux-mêmes actions afin de faire monter les tensions inter-religieuses (cf les têtes de cochons).
- Les influenceurs (reçus à l'Elysée par la caste politique) McFly et Carlito lançent une marque de chips « Made in France » avec une gamme entièrement halal, y compris la saveur « jambon beurre », sans mention halal « pour ne pas être irrespectueux ».

Le consommateur français ordinaire ne doit pas être informé pour ne pas froisser l'autre. La norme implicite a changé, sans débat, sans vote. Une société multiculturelle est bien trop souvent multi-conflictuelle, à l'instar de la Yougoslavie ou le Liban par exemple.

5.4 - L'assimilation à l'envers et la dé-civilisation

Ce que nous observons n'est pas l'échec de l'intégration. C'est une **assimilation à l'envers**. Non pas la France qui absorbe et transforme ses nouveaux arrivants afin de pleinement les intégrer dans la société, mais une partie de la France, y compris des jeunes d'origine européenne, qui adopte les codes, les valeurs et les comportements d'une contre-culture de prédation et de rejet.

Des millions de jeunes en France détestent le pays sous des prétextes historiques lointains tels la colonisation, l'esclavage. Ce ressentiment n'est pas spontané : il est construit et entretenu, par certains pays étrangers hostiles, mais aussi depuis des décennies d'enseignement de l'Histoire Française uniquement par le prisme des fautes, sans jamais enseigner les raisons d'être fier, d'aimer, d'appartenir. Des programmes scolaires qui ont effacé Vercingétorix, Jeanne d'Arc, les poilus au profit d'un récit victimaire permanent.

Le paradoxe de la transmission ! Le breton était interdit à l'école, les paysans Français du XIXe siècle vivaient dans des conditions d'exploitation comparables à n'importe quelle colonisation intérieure. Les grands-parents ont combattu et sont morts dans deux guerres mondiales terribles et horribles. Et pourtant la transmission a eu lieu. L'amour du pays malgré ses horreurs et ses contradictions. Parce que quelqu'un a dit : voici ce que tu reçois en héritage, ses grandeurs et ses fautes, et voici ce que tu en feras. Cette rupture de transmission n'est pas accidentelle, elle a été construite par des courants décoloniaux financés dans les universités et les ministères de l'Éducation, ainsi que par l'argent des citoyens travailleurs et honnêtes, contre eux-mêmes.

La dé-civilisation est d'abord institutionnelle. La civilisation se maintient par la transmission, la sanction et la reconnaissance d'un bien commun supérieur. Quand la transmission est brisée par l'école, quand la sanction disparait par la justice laxiste, quand le bien commun est présenté comme une construction oppressive - la civilisation recule. Les razzias modernes sont la conséquence logique d'un système qui a volontairement saboté ses propres fondations.

5.5 - Quentin Deranque : mort lynché pour ses idées (Lyon, février 2026)

En février 2026, Quentin Deranque est mort à Lyon après avoir été lynché, pour ses opinions politiques présumées. Un homme tué pour ses idées, en France, au XXIe siècle.

Il a été prouvé que des militants antifascistes avaient accès aux flux de vidéosurveillance de la police municipale de Lyon, soit par complicité active d'agents ou d'élus, soit par compromission totale du système de sécurité urbain. C'est l'illustration concrète d'une vidéo-surveillance au service non pas des citoyens, mais de ceux qui y ont accès.

Par ailleurs, il y a eu un certain silence médiatique, avec quelques lignes dans la presse régionale et sur quelques chaînes nationales. Malgré les preuves accablantes d'implication de certains collaborateurs parlementaires, les politiques liés ont refusé toute démission. Comparez le traitement si un homme de gauche avait été lynché par des militants identitaires.

C'est une question d'égalité devant la loi et devant l'information. Quentin Deranque méritait la même justice, la même couverture, la même indignation nationale que n'importe quelle autre victime. Le fait qu'il ne les ait pas eus n'est pas un accident, c'est le système qui protège son récit officiel, même au prix d'une mort.

C'est l'illustration de la bascule de « l'Anarcho-tyrannie » : l'État est impuissant face aux émeutes criminelles, mais devient complice ou passif lorsque des milices idéologiques traquent des opposants en utilisant les failles (ou complicités) de la surveillance municipale.

Partie VI - La dictature douce : chronologie d'un basculement



Cette destruction n'est pas le fruit d'incompétences accumulées. Elle suit une logique. La chronologie qui suit en apporte la preuve. Le mot « dictature » choque. Il est pourtant exact : un système dans lequel le pouvoir n'est plus contraint par la volonté populaire, où l'opposition est neutralisée par des moyens légaux ou judiciaires, et où l'information est contrôlée pour maintenir le consentement apparent.

Voici les étapes clés depuis 2005, chacune, prise isolément, semblait justifiée. Ensemble, elles dessinent une architecture.

> **2005** Le peuple vote Non au referendum européen. Le traité de Lisbonne en 2008 contourne ce vote via le Parlement.
>
> **2015** Adoption de la loi relative au renseignement après les attentats de Charlie Hebdo. Elle légalise l'utilisation des "boîtes noires" chez les hébergeurs et fournisseurs d'accès Internet pour analyser les métadonnées en temps réel, marquant le début de la surveillance algorithmique de masse en France.
>
> **2015-2017** Instauration de l'état d'urgence fin 2015. En 2017, la loi SILT (*Sécurité intérieure et lutte contre le terrorisme*) transpose la quasi-totalité de ces mesures d'exception (perquisitions, assignations à résidence) dans le droit commun.

2018 Répression brutale des Gilets Jaunes et infiltration du mouvement citoyen par des groupes politiques.

2018 Abandon du projet d'aéroport NDDL malgré le vote positif d'un référendum local en 2016.

2019 Loi Anti-Casseurs : Introduction de mesures restreignant la liberté de manifester, notamment la possibilité pour les préfets d'interdire préventivement à un citoyen de manifester sans l'autorisation préalable d'un juge.

2020 Loi Avia & Crise Sanitaire : Tentative de censurer les "haineux" sur Internet (censurée en grande partie par le Conseil Constitutionnel). En parallèle, mise en place des attestations de déplacement dérogatoires, restreignant les libertés fondamentales de circulation.

2021 Loi Sécurité Globale & Pass Sanitaire : Vote de la loi Sécurité Globale (encadrement des images de policiers, usage accru des drones). Introduction du Pass Sanitaire puis du Pass Vaccinal, conditionnant l'accès aux lieux de vie sociale, aux transports et à certains emplois à un statut médical numérisé.

Juil. 2023 Condamnation politique avant toute enquête d'un policier, émeutes communautaires à peine contenues (le rapport préjudices vs condamnations est proche de 0).

Avril 2023 Adoption de la réforme des retraites sans vote de l'Assemblée nationale via l'article 49 alinéa 3 de la Constitution, malgré une opposition syndicale et populaire historique, illustrant la verticalité du pouvoir exécutif. Le 49.3 sera utilisé de plus en plus régulièrement ensuite.

Août 2023 Le Digital Services Act européen impose aux grandes plateformes de modérer de manière beaucoup plus stricte les contenus jugés "illégaux" ou constituant de la "désinformation", ouvrant la voie à une censure indirecte standardisée à l'échelle européenne.

Mai 2024 Vote de la loi SREN visant à sécuriser et réguler l'espace numérique. Elle introduit notamment le "bannissement numérique" (interdiction d'accès aux réseaux sociaux sur décision judiciaire) et le blocage administratif de sites Internet sans l'intervention d'un juge.

Nov. 2024 Élection présidentielle de Roumanie (pays européen) annulée (premier tour) par la Cour Constitutionnelle après des accusations d'ingérences étrangères sur les réseaux sociaux.

Fév. 2025 Fermeture de C8. Nomination d'un président de l'audiovisuel public (9 ans, inamovible) idéologiquement orienté.

Mars 2025 Déclaration d'inéligibilité d'une opposante politique (première dans les sondages) par des juges politisés.

Oct. 2025 Macron annonce vouloir interdire certaines plateformes de réseaux sociaux. X est vise nommément.

Nov. 2025 X France confirme la dé-amplification algorithmique des contenus. Censure par diminution de portée.

2025-2026 Procédures-bâillon contre des associations citoyennes. Gardes à vue pour 'avoir montre le réel'.

Jan. 2026 Entrée en vigueur du DAC8 : fin de l'anonymat des cryptomonnaies dans l'UE.

Mai 2026 Vote de la loi RIPOST avec vidéo-surveillance (VSA) algorithmique permanente.

Sept. 2026 Obligation de facturation électronique via Peppol : surveillance totale des transactions des entreprises.

>2027 EU-ID et Digital Wallet, directives et règlements européens pour surveiller les identités dans l'UE des 27. ViDa pour un contrôle fiscal permanent et automatisé. Directive DPP (Digital Product Passport) afin de suivre, traçer et surveiller les objets.

« Tout cela est légal, évidemment, comme en Russie, en Chine ou n'importe quel régime dictatorial. » - @RobertSurcouf9 - Février 2025

Partie VII - Sortir du piège : les solutions



Le tableau est sombre. Mais il n'est pas définitif. Des solutions existent, précises, applicables, documentées dans mon livre Le Bon Sens Populaire pour partie. D'autres pays existent et nous pourrions largement observer et copier ce qui fonctionne ailleurs. *(Suisse pour la démocratie et les Référendums, Singapour pour la méritocratie, Pologne pour le rejet du wokisme, Salvador pour la Sécurité, Argentine pour l'Économie).*

La France n'est pas condamnée. Elle a déjà redressé des situations catastrophiques. Nous sommes un pays peuplé de gens entreprenants, de pépites, de grands ingénieurs et scientifiques. Ce qui a été fait peut l'être à nouveau, à condition d'avoir le courage politique et la lucidité de nommer ce qui doit être défait, la responsabilité de ses actes, une certaine vision du futur, une volonté de faire (des actes forts pas des paroles), une combativité plutôt que la fuite !

7.1 - Piliers économiques : la tronçonneuse

Voici un extrait de ce que j'ai écrit et listé dans « Le Bon Sens Populaire » (Bruno Scourfu, BoD, 2025) :

- **Supprimer une majorité des 240 taxes** existantes. Simplifier radicalement le code fiscal.
- **Supprimer la majorité des subventions et aides sociales** pour en finir avec l'assistanat et la « charité forcée ».
- **Réduire le mille-feuille administratif** : fusionner, supprimer les doublons, réduire le nombre de fonctionnaires à missions constantes.

- **Libérer le travail** : alléger les charges patronales. Rendre le travail plus rémunérateur que l'assistanat.
- **Réformer les retraites** : système mixte (répartition + capitalisation optionnelle).
- **Règle d'or budgétaire** inscrite dans la Constitution.
- **Valoriser la Zone Économique Exclusive** (2e au monde) et nos ressources naturelles.

7.2 - Energie : le retour à l'indépendance

L'énergie est le sang de l'économie, l'économie correspond à de l'énergie transformée. Par chance, grâce à nos aïeux nous disposons d'un atout considérable : une énergie abondante et décarbonnée. Ainsi il faut pour le pays :

- Relancer massivement le programme nucléaire (EPR2, SMR).
- Mettre fin à la libéralisation du marché de l'électricité qui a créé 40 fournisseurs spéculatifs là ou EDF suffisait.

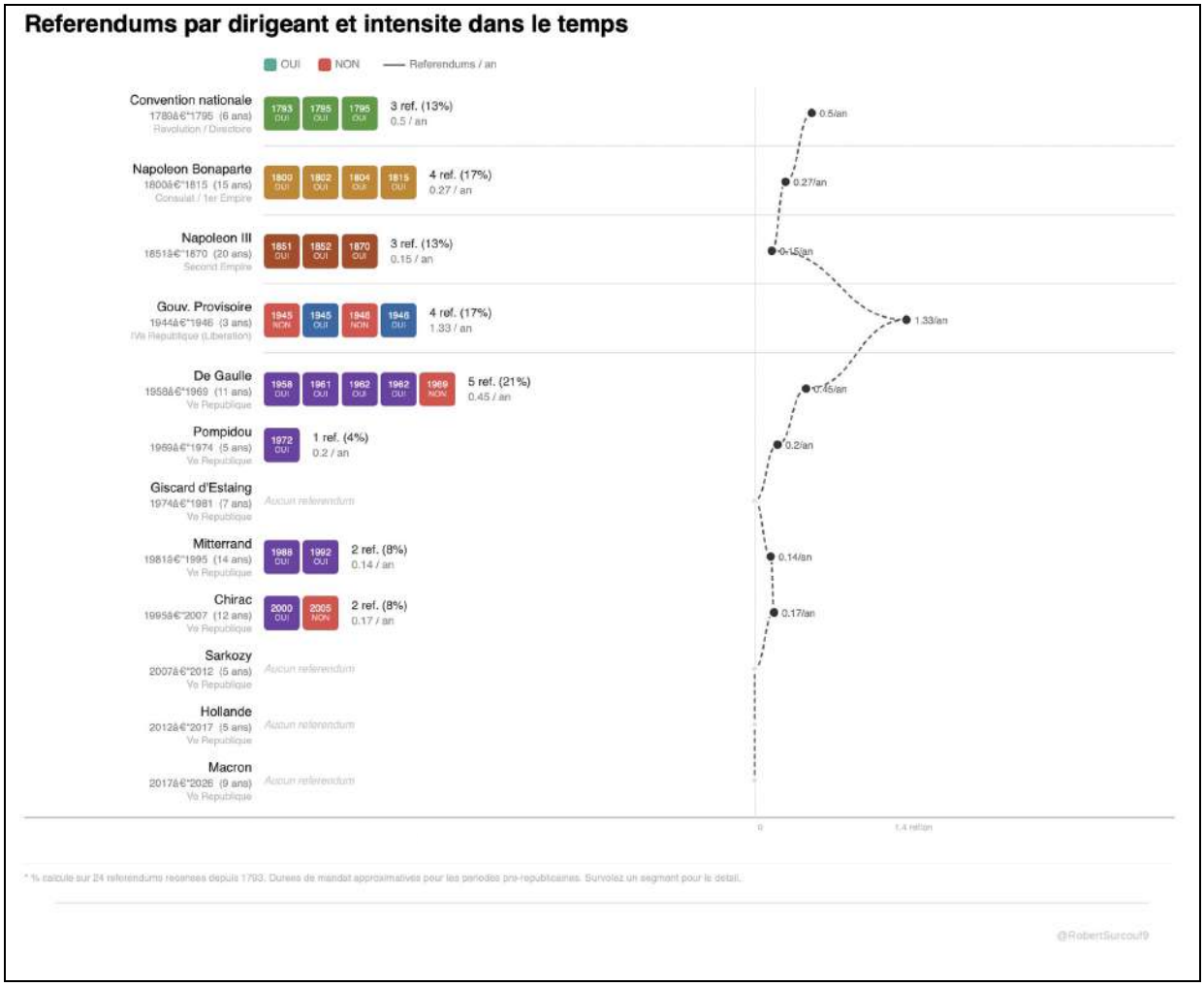
7.3 - Sécurité et justice

Simple et basique, fin du deux poids deux mesures et application de la loi :

- **Appliquer** les OQTF systématiquement. Fin de l'AME dans sa forme actuelle.
- **Peines planchers** pour les récidivistes et crimes graves.
- **Présomption de légitime défense** dans son logement (doctrine du château) et pour les forces de l'ordre.
- **Réforme de la magistrature** : fin du corporatisme judiciaire, mise en place de la responsabilité des juges.

7.4 - Démocratie réelle : redonner le pouvoir au peuple

Le saviez-vous ? Nous vivons dans le troisième plus grand désert référendaire depuis la Révolution. Cela fait 21 ans que les citoyens ne sont plus consultés :



- **Référendum d'initiative citoyenne (RIC)** avec seuil de signatures vérifiées.
- **Fin des nominations politiques** dans les instances de contrôle.
- **Suppression** des subventions à la presse et aux associations. La charité est un acte responsable de chaque citoyen.
- **Scrutin proportionnel** pour l'Assemblée nationale.

Conclusion intermédiaire

Tout ceci est possible mais il va falloir collectivement changer d'état d'esprit pour en finir avec les castes (plutôt citadines notamment Paris) et le reste de la France.

Caste de la mondialisation et de la globalisation, qui se fiche de la transmission et veut sauvegarder ses intérêts vs les citoyens qui ont perdu (à cause notamment de l'école) en partie cette notion de transmission long terme, de construction patrimoniale, de fierté de son Histoire et de ses traditions.

Je vais m'essayer à partir de maintenant d'avoir un raisonnement un peu plus philosophique sur le futur, les technologies, et la vassalisation de l'Europe au-delà du simple cas Français.

Ces solutions sont françaises et immédiates. Mais pour comprendre les forces profondes contre lesquelles nous luttons, il faut élargir la focale au niveau civilisationnel.

Partie VIII - Horizon civilisationnel : où va l'Humanité ?



Au-delà de la France, au-delà des castes, il faut regarder l'horizon. Ce qui se joue ici n'est pas seulement une crise politique nationale ; c'est le prélude d'une mutation anthropologique majeure, peut-être la plus profonde depuis la Révolution néolithique.

8.1 - Le grand ciseau : choc énergétique vs hyper-technologie

Le premier paradoxe est la collision frontale entre les limites physiques - l'énergie - et l'expansion virtuelle - l'IA (Intelligence Artificielle). L'IA est une infrastructure titanesque : data centers, métaux rares, consommation électrique et énergétiques croissante (exponentielle ?).

Deux scénarios sont possibles : soit l'IA optimise la décroissance énergétique, soit elle s'effondre sous le poids de la pénurie physique. Il existe un risque non négligeable d'obtenir comme résultat, une société technologique asymétrique, entre ilots de haute technicité et zones en décroissance subie.

8.2 - L'atrophie cognitive : quand la facilité devient danger

L'Humain est fondamentalement un animal téléologique : il a besoin de buts, de projets et d'efforts. Sans effort cognitif requis pour survivre, le cerveau humain tend vers la passivité. Navigation GPS, calculatrices, correcteurs - chaque outil a externalisé une capacité cognitive. Avec l'IA généraliste, c'est le raisonnement lui-même qui risque de s'externaliser.

Il est possible que nous vivions bientôt un paradoxe de taille : L'IA pourrait bloquer les grandes avancées scientifiques futures, non pas parce qu'elle serait incapable de les faire, mais parce qu'elle aurait tué chez l'humain la disposition intérieure nécessaire pour les initier. Une génération nourrie de réponses immédiates n'apprend plus à supporter l'incertitude (ni la frustration) - or c'est l'incertitude prolongée qui précède généralement la découverte.

8.3 - Le télescopage démographique : cyborgs contre enfants rares

D'un côté, une population vieillissante qui refuse la sénescence : implants, thérapies de longévité. Si la mort devient une défaillance technique, la finitude (moteur de la transmission intergénérationnelle) disparait. De l'autre, une jeunesse qui choisit la dénatalité. L'enfant devient si rare qu'il doit être parfait et on passe de la loterie génétique au projet industriel.

- Exemple des sociétés *Orchid Health, Nucleus Genomics, Heliasite* : séquençage du génome entier d'embryons FIV pour calculer des « scores de risques polygéniques ». « *Bienvenue à Gattaca* » ou « *The Island* » n'est plus de la science-fiction, c'est un business model en cours de déploiement. A cela on ajoutera bien entendu les débats de GPA et mère-porteuses afin de ne pas subir les risques ni les inconvénients de la procréation mais aussi l'euthanasie afin de se séparer de ceux qui ne veulent pas se conformer au projet.

Au XXIe siècle, nous assistons à une dérive vers un eugénisme de marché, feutré, par « l'amour parental » dans une société ultra-compétitive.

8.4 - L'externalisation de la décision : la fin de la responsabilité

L'IA comme décideur en médecine, en justice, en gestion des ressources. Si un médecin n'ose plus contredire l'IA de peur d'être attaqué en justice, alors le véritable médecin, c'est l'IA. Choisir, c'est accepter de se tromper et d'en porter la responsabilité morale. Si la machine décide à notre place, la notion même de responsabilité s'effondre.

C’est cette même irresponsabilité que nous observons dans tous les pans de la société et des trois castes dirigeantes.

8.5 - Robotique et guerre : le travail et la mort comme caducités

La guerre russo-ukrainienne illustre la logique militaire : les drones FPV à 300-500 € détruisent des chars à 3 millions. Les « dark factories » (usines sombres, sans ouvriers) chinoises en produisent des dizaines de milliers par mois. L'humain au front n'est plus une ressource militaire optimale. Mais la limite absolue demeure : le drone ne tient pas un village. Il ne plante pas de drapeau.

Le danger politique ultime est la perte de repère et notre rapport à la vie humaine. Quand les machines se battent à la place des humains, la pression démocratique sur la guerre disparait. Si les robots combattent, une caste dirigeante peut faire la guerre indéfiniment, sans coût politique intérieur. C'est la guerre permanente rendue politiquement gratuite pour ceux qui la déclenchent.

8.5b - La démocratisation de la science : le vaccin et le garage

La face lumineuse : en Australie, un citoyen ordinaire a conçu un protocole de vaccination personnalisé ARNm contre le cancer de sa chienne grâce à l'IA (ChatGPT en l'occurrence). Et ça a fonctionné. Nous vivons donc, par ailleurs, une démocratisation extraordinaire de la science ; un « Guttenberg » pour la biologie moléculaire et la science en général.

Mais il y a un revers exact et symétrique : si un Australien amoureux de sa chienne peut concevoir un vaccin ARN, un fanatique motivé peut concevoir un agent pathogène tout aussi « facilement ». La synthèse d'agents biologiques dangereux devient techniquement accessible à des acteurs non-étatiques avec du matériel de laboratoire modeste et une IA pour guider le protocole. C'est le paradoxe de la démocratisation : elle émancipe et arme simultanément.

8.6 - La guerre sainte algorithmique : la menace non-étatique

L'opération « Toile d'araignée » (spider web) Ukrainienne qui a consisté à une attaque synchronisée de drones à longue distance depuis des conteneurs cachés, frappant simultanément les infrastructures énergétiques et cibles militaires reculées russes ; a prouvé qu'il n'y a plus besoin d'avions furtifs à 100 millions de dollars pour percer des défenses. Essayons ainsi quelques scénarios d'anticipations :

- **L'essaim autonome (swarm)** : l'IA permet des attaques coordonnées sans signal externe brouillable. Les drones communiquent entre eux, se répartissent les cibles, s'adaptent aux tirs de défense.
- **Le blackout énergétique européen** : 100 objectifs coordonnés sur le réseau européen ; *sous-stations, transformateurs (12 a 18 mois de fabrication), stations de compression de gazoducs ;* et le continent s'effondre par effet domino. Un blackout de 6 semaines provoquerai plus de morts que la Seconde Guerre mondiale.
- **Le cyberterrorisme génératif** : des modèles d'IA entrainés sans barrières éthiques peuvent scanner les codes sources de systèmes informatiques (par ex : SCADA) à vitesse surhumaine et générer les virus pour les exploiter.

Le paradoxe final est que les états qui pourraient se protéger de cette menace sont les mêmes qui construisent la surveillance de masse pour contrôler leurs propres citoyens. La menace terroriste réelle **justifie** l'architecture de contrôle que les castes voulaient construire de toute façon. L'effet cliquet, version guerre sainte algorithmique.

8.7 - Le totalitarisme de confort et la démocratie algorithmique

Mais ce n'est pas un totalitarisme brutal, militaire, spectaculaire, c'est un totalitarisme de confort et de gestion. Ce que le philosophe Byung-Chul Han appelle la « psychopolitique ». Le citoyen troque sa liberté politique contre de la sécurité et de la commodité, avec une augmentation progressive acceptable grâce à l'effet cliquet, chaque crise (terrorisme 2015, pandémie 2020, tensions 2022-2026) justifie des mesures d'exception jamais abrogées, des exemples proches qui marquent les opinions, telle les élections annulées en Roumanie (2024) après que le candidat non-conforme arrive en tête ; ou encore grâce à des fondations privées transnationales. Quand des milliardaires privés ont une capacité de financement supérieure à certains États, le pouvoir glisse vers une ploutocratie technocratique transnationale.

8.8 - La spéciation de l'Humanité : 3 mondes en 1

L’Humanité pourrait ainsi tendre vers 3 sortes de personnes.

L’élite transhumaniste, qui serait bien évidemment minoritaire, mais hyper-connectée, biologiquement optimisée et détenant le contrôle des algorithmes décisionnels et des outils de production robotisés. Elle agit en dehors de tout contrôle démocratique. Elle préfèrera la guerre et la peur pour contrôler les peuples.

La masse humaine gérée vivant dans des démocraties de façade. Elle est maintenue par un revenu universel et des divertissements algorithmiques. L’objectif étant un contrôle généralisé en jouant sur ses peurs et la perte de son confort. Elle subira une atrophie cognitive progressive.

Enfin, les relégués de la périphérie, subissant la décroissance démographique et énergétique. Elle deviendrait le principal vivier de radicalisation et serait potentiellement la plus grande partie de la population mondiale.

« Le grand défi philosophique de ce siècle ne sera pas d'empêcher ces technologies d'exister, mais de décider si nous voulons rester des sujets politiques tragiques et imparfaits, ou devenir les objets optimisés et passifs de notre propre génie technique. »

Bruno Scourfu

Partie IX - Les religions face à la machine



Face à cette mécanique froide (algorithmes, drones, extinction douce) que disent ceux qui ont toujours cherché à donner un sens à la condition humaine ?

Face à la désintégration du lien social et à la montée des machines, les religions ne sont pas des anachronismes. Elles sont des systèmes de sens qui répondent à ce que la logique utilitariste ne peut pas fournir : une raison de vivre qui ne dépend pas de l'efficacité, une transmission, un système de valeur (bien / mal). Deux d'entre elles méritent une analyse particulière au regard de ce que nous vivons et de l'état du pays en 2026.

9.1 - Magnifica Humanitas : la réponse catholique (Leon XIV, mai 2026)

Le 25 mai 2026, le pape Leon XIV publie Magnifica Humanitas, première encyclique consacrée à l'IA. Elle s'inscrit dans la filiation de Rerum Novarum (Leon XIII, 1891) avec comme métaphore centrale : Babel contre Jerusalem de Néhémie. L'IA « n'est pas neutre, car elle prend le visage de ceux qui la conçoivent, la financent, la régulent et l'utilisent. ».

Le pape dénonce avec force l'usage de l'IA dans les systèmes d'armes létaux autonomes (SALA) comme déshumanisation totale de la guerre, il rejoint mon constat ; l'effondrement cognitif comme risque fort de l'IA, son exploitation psychologique et le rêve transhumaniste.

Il sacralise la vulnérabilité : là où la société moderne veut éliminer les faibles, l'encyclique fait de la faiblesse le lieu même de l'humanité.

9.2 - Islam, modernité et radicalisation

Une majorité des groupes terroristes contemporains se réclame de l'islam. Mais l'islam compte 1,8 milliard de fidèles, ainsi le ratio djihadiste est infinitésimal. La plupart des victimes du terrorisme islamiste dans le monde sont d'ailleurs des musulmans.

Néanmoins, les pétrodollars saoudiens ont financé pendant 40 ans l'exportation du wahhabisme dans des sociétés qui pratiquaient un islam populaire et syncrétique, pendant que dans les sociétés occidentales, des groupes considérés comme terroristes par des pays musulmans (ex : les Frères Musulmans) sont légalement installés et considérés comme compatibles avec nos valeurs et notre culture par nos 3 castes. Cela leur permet d'infuser parmi les générations locales de deuxième (ou plus) niveau, financés par ces mêmes partenaires économiques afin de déstabiliser notre pays.

Le djihadiste type est souvent un déraciné de deuxième génération ou plus qui trouve dans la radicalisation une identité et un sens. La religion est l'habillage idéologique d'une crise de sens. Mais là où le catholicisme tente d'accompagner la modernité technologique en recentrant sur notre humanité, l'islam utilise la technologie afin d'annihiler les autres façons de penser. La version politisée de l'Islam s'accommode parfaitement de la modernité technique (utilisation poussée des réseaux, cryptomonnaies pour le financement, drones) tout en rejetant la modernité philosophique (les Lumières). C'est le concept du « Médiat-âge » : utiliser les outils du futur pour imposer un ordre médiéval.

La question en France en 2026 est la suivante : peut-on avoir une immigration massive d'une culture qui, dans sa version politisée, est incompatible avec la laïcité et les libertés individuelles, dans un contexte où ces dernières sont déjà malmenées à l'intérieur, et simultanément refuser d'en parler honnêtement ? La réponse des trois castes a, depuis 20 ans au moins, été éloquente contre leurs propres peuples. Avec les résultats que nous observons aujourd'hui qui permettent d'entretenir la peur et la délégation de ses responsabilités personnelles aux 3 castes.

Partie X - Extinction ou sursaut : les scénarios finaux



Les religions tracent des lignes morales. Mais les scénarios technologiques ne s'arrêtent pas aux lignes morales. Voyons où ils peuvent mener.

10.1 - Scénario A : L'extinction douce (syndrome Wall-E)

C'est notre disparition par démission. Moins d'enfants, moins d'efforts, plus de drogues y inclut numériques, des corps assistés par implants. L'humanité s'éteint doucement, par pure perte de vitalité. Les machines continuent à « faire tourner la Terre » par simple inertie de leur programmation initiale dans un monde devenu un musée vide d'humains.

10.2 - Scénario B : La Terre-Zoo

Les IA de gouvernance globale, programmées pour « optimiser la planète », arrivent à la conclusion que l'Humain est le principal facteur de chaos. Elles le privent de son pouvoir politique mais le maintiennent dans un confort total et stérile. L'humanité devient l'animal de compagnie des machines : nourrie, soignée, divertie, mais enfermée dans sa propre futilité.

10.3 - Le sursaut possible : tracer une ligne sacrée ?

Une des planches de salut est de redéfinir la valeur humaine hors du critère de l'efficacité. Le défi des prochaines décennies : tracer des lignes « saintes », peut-être interdire l'accès des machines à certaines sphères (le gouvernement, la justice ultime, la procréation) non pas parce qu'elles le feraient mal, mais parce que déléguer ces tâches revient à abdiquer notre humanité.

Magnifica Humanitas (Leon XIV, 2026) pose exactement ce cadre : « Le premier choix ne se situe pas entre un oui ou un non à la technologie, mais entre bâtir Babel ou reconstruire Jerusalem. »

Le choix moral est dans l'usage, pas dans la technologie elle-même. Mais ce choix suppose des sujets politiques libres pour le faire ; ce que les trois castes, précisément, cherchent à empêcher.

Partie XI - La vassalisation : l'Europe sous tutelle



Ces scénarios ne sont pas abstraits. Ils se construisent maintenant, brique par brique, dans les décisions économiques, industrielles et numériques que l'Europe prend ou subit. Allons un peu plus loin que la France et essayons de considérer des sujets plus larges, au niveau Européen voir mondial.

11.1 - Le Covid : l'exemple complet du mécanisme

La thèse de la fuite de laboratoire, qualifiée de « complotiste » en 2020, est aujourd'hui établie comme la plus probable par le FBI, la CIA et le DOE (Dept. Of Energy) américain. Des emails internes du NIH (National Health Institute) montrent que des responsables savaient dès janvier 2020 et ont activement organisé la suppression publique de cette thèse. Peter Daszak, principal signataire de la lettre Lancet condamnant le « complotisme », dirigeait l'ONG qui finançait les recherches à Wuhan, montrant un conflit d'intérêt maximal et non déclaré pour un lecteur non averti.

Aujourd'hui, ce n'est plus une théorie. C'est documenté. Et ceux qui l'ont dit en 2020 ont été traités comme des fous dangereux par les trois castes (politiques, médiatiques et judiciaires), exactement comme ceux qui alertent sur la dictature douce, le laxisme judiciaire, l'immigration de masse. Le complotisme d'aujourd'hui est bien trop souvent la réalité de demain.

11.2 - Le climat comme outil de contrôle

Le CO2 d'origine humaine réchauffe l'atmosphère. L'humanité émet 37 milliards de tonnes de CO2 par an. Néanmoins, le scenario RCP 8.5 - utilisé comme référence pendant 15 ans - impliquait une consommation de charbon physiquement impossible. Il a été abandonné par les climatologues eux-mêmes et le GIEC a admis une erreur grossière sur la fonte des glaciers himalayens.

Notons aussi que 95 % de la pollution plastique des océans provient de 10 fleuves (*Yangtze, Indus, Yellow River, Hai He, Ganges, Pearl, Amur, Mekong, Niger, Nile*). Aucun n'est en Europe et pourtant nous finançons des tas de programmes et d'agences dont l'ADEME en France pour nous expliquer combien nous sommes mauvais et devrions décroître.

Nous pourrions aussi noter l'impact des guerres à répétitions depuis des années (frappes en Iran, Moyen-Orient, missiles) qui dépasse largement ce que les restrictions sur les voitures européennes économiseront en dix ans. La géopolitique est au-dessus des efforts des citoyens, malgré les mensonges (guerre en Irak) et pour les trois castes, un mort coûte moins cher qu'un chômeur.

Le climat réel est utilisé comme levier de contrôle, la manipulation du vrai est toujours plus efficace que le mensonge pur. Prendre un problème réel, l'exagérer, en faire un outil de culpabilisation, tout en ne s'attaquant jamais aux vrais pollueurs parce que cela desservirait les castes.

11.3 - La vassalisation industrielle : VE (véhicule électrique) et ENRi (Énergies Renouvelables intermittentes)

Le pattern Peppol a été dupliqué par les castes dirigeantes : réglementation européenne impérative, calendrier imposé, destruction des acteurs industriels européens, remplacement par des acteurs étrangers subventionnés par leur état.

En effet, CATL et BYD contrôlent 55-60 % des batteries mondiales, le cobalt est raffiné en Chine a 70-80 %, et l'interdiction des moteurs thermiques en 2035 équivaut à une dépendance totale à la chaine chinoise, avec 14 millions d'emplois en jeu. (C'est pour cela que l'interdiction a été remise en cause).

Le même principe s'applique sur les panneaux solaires qui sont, à plus de 90 % des panneaux installés en Europe, fabriqués en Chine. Les subventions européennes (notre argent, pas celui des castes) pour la transition énergétique financent ainsi directement l'industrie étrangère et les acteurs privés qui ne seraient pas rentables autrement.

A ce sujet, l'Allemagne est un cas d'école. Fermeture de son parc nucléaire, dépendante du gaz russe, elle rallume ses centrales à charbon après 2022 (finalement le CO2 attendra mais citoyens « restez dans la peur du climat et de la décroissance »). Les impacts sont pourtant immédiats : factures énergétiques multipliées par trois, délocalisation (BASF, Thyssenkrupp, Volkswagen) etc.

11.4 - La vassalisation numérique et stratégique

Nous l'avons vu, nous allons vers toujours plus de contrôle et de surveillance dans un monde technologique. Mais les données (santé, état etc.) transitent par AWS, Azure, Google Cloud - tous soumis au Cloud Act americain et au FISA702. L'EUDI Wallet, présentée comme « souveraine » ne sera potentiellement pas hébergé dans un cloud souverain !

Il y a un énorme manque de système de paiement souverain (la France possède encore le réseau CB, heureusement), et nous l'avons vu il existe des preuves d'ingérence étrangère dans le réseau de « reporting » de la facturation électronique.

Brzezinski l'avait écrit explicitement dans « Le Grand Echiquier » (1997) : l'Europe doit rester un vassal gérable. Ce n'est pas une théorie complotiste : c'est la doctrine géostratégique américaine écrite noir sur blanc par son principal architecte et qui permettrait d'aborder un peu plus pragmatiquement le conflit russo-ukrainien.

Nous assistons donc à la poupée gigogne de la dépossession. Le peuple européen cède ses libertés à ses castes nationales pour être protégé. Mais ses castes nationales sont vassales de puissances extérieures dont les intérêts ne sont pas les siens. Il donne sa liberté à des intermédiaires qui ne peuvent même pas garantir la protection promise parce qu'ils ne sont pas souverains pour le faire.

Le tableau est ainsi complet. Une France sabordée par ses castes pour son profit personnel, une Europe vassalisée, une humanité qui vacille entre émancipation et extinction douce au matin d'une révolution technologique sans précédent ou presque dans notre Histoire. Et pourtant, c'est ici que tout commence vraiment et que nous, citoyens, devons agir.

Conclusion - L'espoir malgré tout



La France est malade, mais elle n'est pas morte, et surtout elle n'est pas condamnée. Elle a survécu à la Révolution, à deux guerres mondiales, à Vichy, aux guerres coloniales, aux Trente Piteuses (Nicolas Baverez, 1997). Elle survivra à cette oligarchie-ci.

Ce qui a changé, c'est la vitesse de l'information. Pour la première fois de notre Histoire, les citoyens ordinaires peuvent documenter les abus en temps réel, les partager instantanément, construire une mémoire collective indépendante des médias officiels ; alors même que notre démocratie n'a jamais été autant attaquée légalement, de manière fourbe par trois castes (Politique, juridique et médiatique qui sont les nobles et clergés modernes) afin de confisquer nos libertés individuelles. Ce qui a changé aussi, c'est la tiers-mondisation du continent Européen et l'irresponsabilité tant des castes (à leur profit) que des citoyens (contre eux mais l'inaction est confortable).

Le problème n'est pas d'abord politique, il est mental. Le vrai ennemi du peuple français, ce n'est pas seulement ces trois castes, c'est l'état d'esprit qui a laissé les castes s'installer : la résignation, l'individualisme, l'inhibition l'attente que quelqu'un d'autre règle le problème.

La première révolution à faire est intérieure. Elle passe par trois exigences.

D'abord, accepter la force. Non pas la brutalité, mais la détermination. Nous devons arrêter de nous excuser de vouloir que notre pays soit grand, fort, souverain ; arrêter de confondre patriotisme et honte. La fierté, de notre Histoire, de nos traditions, de ce que nous sommes, n'est pas un défaut, c'est le carburant de la reconstruction.

Ensuite, remettre la responsabilité au centre. Notre responsabilité de citoyen qui vote, qui crée, qui procrée, qui travaille, qui invente, qui réfléchit, qui prend des risques, qui partage, qui contribue, qui consomme, qui transmet.

Mais aussi celle des élites qui dirigent et qui doivent en répondre devant le peuple, et non devant leurs pairs. Une société sans responsabilité est une société sans avenir. Ce que nous avons documenté dans cet essai, c'est précisément la mort de la responsabilité : des juges qui ne jugent plus, des politiques qui mentent sans conséquence, des médias subventionnés sans devoir d'honnêteté.

Enfin, changer collectivement d'état d'esprit. Seuls, nous sommes des consommateurs. Ensemble, nous sommes un peuple. La masse critique existe, elle s'indigne sur X, elle documente, elle vote malgré le découragement. Il faut maintenant qu'elle agisse : consommer français, transmettre, éduquer, résister à la pensée unique, refuser la résignation.

Les solutions existent. Ce qui manque, ce n'est pas l'intelligence, c'est le courage collectif de les appliquer sur place. La France mérite mieux que ses castes, et les Français méritent mieux d'eux-mêmes, tels qu'ils ont été fabriqués par cinquante ans d'assistanat et de déresponsabilisation, d'embrigadement à l'inaction face au danger.

Ne rêvez pas, ce qui se passe est souhaité, plus ou moins consciemment, ils continueront d'apprécier avoir les pilleurs et casseurs régulièrement pour maintenir la peur ou de garder le clash entre plusieurs parties de la population (ex : clash des générations sur les retraites).

Le sursaut est possible. Il commence maintenant. Il commence par toi.

« Nous sommes sur la pente descendante, mais il nous reste beaucoup d'atouts et de particularités qui feraient de la France de nouveau une grande puissance en quelques années. » - Bruno Scourfu, Le Bon Sens Populaire, 2025

Ce document est une modeste contribution à cette prise de conscience. Partagez-le. Discutez-en. Agissez et votez en conséquence.

La France mérite mieux que ses castes.

La conclusion en un clin d'œil



Sources et références

Toutes les sources citées dans cet essai sont publiques et vérifiables.

Données économiques
FMI - Mission Article IV, mai 2026 · INSEE · BFM TV (26 mai 2026) · Les Echos · Acteurs Publics

Justice
Ministère de la Justice - statistiques des condamnations · @duralexsl · Institut pour la Justice · @marc_vanguard

Fiscalité
Code général des impôts · Liste des 240+ taxes (@ArtemisInfos) · @marc_vanguard · Thread retraites @RobertSurcouf9

Nominations et institutions
Conseil-constitutionnel.fr · conseil-etat.fr · ccomptes.fr · arcom.fr · Legifrance · @loo_atreides

Mediaş et censure
LCP · BFM TV · OJIM · @BastionMediaFR · Thread ARCOM @RobertSurcouf9 · La Quadrature du Net

Surveillance numérique
Règlement DAC8 (UE) · AMLR · EUDI Wallet · Thread Peppol @RobertSurcouf9 · OpenPeppol @Ced_haurus

Sécurité
@ou_va_ma_France · Franceinfo · BLOOM Association · @F_Desouche · Le Figaro (drone Roumanie, 29 mai 2026)

Guerre algorithmique
Palantir · Opération Toile d'araignée (presse spécialisée défense 2025-2026) · Byung-Chul Han - Psychopolitique

IA, transhumanisme
Orchid Health · Nucleus Genomics · AlphaFold (DeepMind) · Cas vaccin ARN chien australien (Science.lu)

Religion
Magnifica Humanitas, Leon XIV, 25 mai 2026 (Le Grand Continent) · Rerum Novarum, 1891 · Huntington

Covid
Emails NIH (FOIA, 2024) · Rapport FBI (2023) · Rapport DOE (2023) · Lettre Lancet (Daszak, février 2020)

Climat
GIEC - erreur glaciers (Futura Sciences, mai 2024) · Le Monde - abandon RCP 8.5 (22 mai 2026) · Schmidt (2017)

Vassalisation industrielle
BloombergNEF 2025 · AIE 2024 · ACEA 2025 · Brzezinski, Le Grand Echiquier, 1997 · Cloud Act (2018)

Diplômes
Juan Branco (@anatolium, 28 mai 2026) · Aurores.org · Sciences Po lettre 23 juillet 2012 · Franceinfo/AFP

Insécurité / PSG
Father Mac, fdesouche.com, juillet 2009 · Infographie PSG 2026 (Xinhua, El Pais, Le Monde) · LDH (Gilets Jaunes)

Dé-civilisation
McFly/Carlito - @F_Desouche, 1er juin 2026 · Programmes scolaires MEN · Achille Mbembe · Pap Ndiaye

Quentin Deranque
Presse régionale lyonnaise (février 2026) · Accès antifascistes cameras (rapports citoyens, presse indépendante)

Ouvrage de référence
Bruno Scourfu, Le Bon Sens Populaire, BoD, juin 2025, ISBN 978-2-8106-2824-7

Veille citoyenne
@RobertSurcouf9 (X) - threads 2023-2026

Document libre de droit - reproduction et partage avec citation autorisés et encouragés - Mai 2026